

## Le général de Gaulle et l'usage des médias

par Jean-Noël JEANNENEY

Jean-Noël JEANNENEY, "De Gaulle et l'usage des médias", *Espoir* n°66, 1989

Pour entrer d'emblée dans le vif du sujet, je voudrais vous proposer la surprise initiale d'un contraste. D'un côté la sévérité grandissante du général de Gaulle, sévérité à la fin de sa vie solidement établie, à l'égard de la presse écrite, cette presse à laquelle il s'était pourtant dès sa jeunesse si largement abreuvé.

D'autre part on relève cette sorte de grâce, cette relation privilégiée qui s'est créée dès l'origine, dès le 18 juin, dès son entrée dans l'histoire, entre la radio puis la télévision et lui-même, alors que ces médias, par ce qu'ils comportent souvent de superficiel, de heurté, de haché, apparaissent faits pour déplaire à de Gaulle, homme de culture écrite, et ne pas servir ses desseins. D'un côté quelque chose comme un dépit amoureux, de l'autre une mutuelle et paradoxale séduction : c'est autour de ce contraste que je voudrais organiser le propos que voici. (...)

Ici, je n'ambitionne que de fournir quelques premiers éléments de réflexion.

### I. La presse écrite ou le dépit amoureux

Il faut rappeler qu'un homme de la génération du général de Gaulle, né en 1890, a grandi et s'est formé au temps de la IIIe République en une époque qui constitue l'âge d'or de la presse, en particulier de la presse quotidienne. Une presse à la fois flamboyante d'énergie et profondément pervertie ; éclatante par le prestige du journalisme d'idées, et dégradée par la place que les intérêts d'argent, souvent les plus sordides, prenaient dans ses colonnes. Le mal était né dans le secteur du journalisme financier, du journalisme d'affaires, mais il s'était largement répandu au-delà des chroniques boursières et des petits journaux de pression et de chantage.

Je gage que c'est surtout le brio des plumes qui devait frapper le jeune Charles de Gaulle et que dans sa famille, auprès de son père, il a dû mesurer le prix de ce que cette presse illustre de talents. On lisait chez lui *L'Echo de Paris*, *Le Temps*, avec en particulier le fameux "Bulletin de l'étranger" qui était rédigé avant 1914 par André Tardieu, on lisait le *Journal des Débats*, et on a lu aussi *L'Action Française* jusqu'en mars 1927, date à laquelle, ce journal ayant été mis à l'index par Rome, Henri de Gaulle cessa de l'acheter.

On trouve quelques traces, dans les précieux Carnets de captivité du général de Gaulle, de la frustration qu'il éprouve à ne pouvoir lire que la presse allemande. On aperçoit la satisfaction qu'il a eue à retrouver la presse française après la guerre.

Il l'a pratiquée ensuite en l'utilisant au service de ses combats, à partir des années 30, lorsqu'il a mené sa lutte pour l'armée de métier et surtout le corps cuirassé. Il y a dans les Mémoires de guerre, au premier volume, dans les premières pages, un résumé des appuis qu'il a trouvés dans la presse, limités certes mais point médiocres.

Lui-même rend un hommage remarquable à André Pironneau qui fut rédacteur en chef de L'Echo de Paris puis directeur de L'Epoque, le journal de Kerillis, leader de cette droite très minoritaire qui fut anti-munichoise. Kerillis n'est pas cité dans les Mémoires de guerre, peut-être pour des raisons ultérieures.

André Pironneau est loué en revanche lui qui, dit de Gaulle, "prit à tâche de faire connaître le projet d'armée mécanique et de tenir le pouvoir en haleine par l'aiguillon d'un grand organe de presse".

Et le Général précise : "quarante articles de fond" publiés par André Pironneau "rendirent le sujet familier" au public et au gouvernement. Ce sont aussi Pierre Bourget, les généraux de Cugnac et Duval dans le Journal des Débats, Rémy Roure dans Le Temps, Emile Buré dans L'Ordre, André Lecomte dans L'Aube, (le journal de la démocratie chrétienne).

Françoise Mayeur, auteur d'une thèse sur L'Aube, a déniché un article anonyme du colonel de Gaulle en décembre 1933 qui clôt une série que le journal avait consacrée à la grande question de l'armée blindée. L'article est anonyme mais le style ternaire et l'allusion à la "nature des choses" ne permettent aucun doute sur celui qui avait pris la plume.

Le commandant puis le colonel de Gaulle rencontre un milieu intellectuel stimulant dans l'entourage du colonel Mayer. Milieu connu en particulier grâce à l'excellent article qu'Henri Lerner a écrit sur ce sujet dans la Revue historique et par une correspondance et des papiers qu'avait conservés la fille du colonel Mayer, Cécette Grunebaum-Ballin.

On se réunissait le dimanche. Il y avait là un groupe de gens qui avaient accès aux journaux et aux revues, Jean Auburtin, Lucien Nachin, il y avait la personnalité du Colonel Mayer lui-même qui avait quitté l'armée au moment de l'affaire Dreyfus et qui collaborait à toute une série de feuilles sous divers pseudonymes : Abel Vangler, Emile Mansot notamment.

Il se peut que le général de Gaulle ait été déçu que ses thèses n'aient pas provoqué plus d'écho, que son livre n'ait eu qu'un succès d'estime, mais enfin il ne s'est pas trouvé seul et la presse et un certain nombre de plumes éminentes lui ont apporté un appui important. Il ne me semble donc pas qu'il faille rechercher à ce moment-là les origines majeures du divorce intervenu entre le général, de Gaulle et la presse écrite.

C'est le temps de la France Libre et de la Résistance qui sûrement, chez lui comme chez d'autres, provoque un choc psychologique, avec le comportement des plus grands titres, ceux en particulier qui arrivaient chaque jour sur la table de son père et qui en 1940, avec des degrés variés dans la servilité, appuyèrent le régime de Vichy.

C'est le cas du Temps, du Journal des Débats, du Figaro, à certains égards de La Croix, et naturellement de Gaulle n'a pas dû non plus juger avec beaucoup de considération (c'est une litote !) l'évolution de Charles Maurras et de L'Action Française, qui s'est vautrée dans la collaboration. Il s'agissait des grands journaux qui à ses yeux avaient une fonction civique à l'intérieur, mais qui avaient aussi un rôle majeur dans l'illustration et la défense de la diplomatie française au dehors.

En face, la presse de l'exil, la presse de la France Libre apparaît forcément comme faible et chétive.

C'est pourquoi se dessine très vite ce qu'on peut appeler le rituel de la purification qui est né autant des réflexions et des frustrations de la Résistance intérieure que de celles de la France Libre. C'est pourquoi se manifeste le désir passionné qu'ont eu les résistants et les combattants gaullistes de recréer en 1944 une presse qui soit honorable, libre des influences de l'argent et propre par là-même à rayonner largement au dehors.

De Gaulle lui-même, dans ses Mémoires de guerre évoque les ordonnances, celle d'Alger, puis les ordonnances d'août 1944 dans les termes suivants :

“Créer une grande presse, ça avait été le rêve des clandestins. Ils la voulaient honnête et sincère, affranchie des puissances d’argent, d’autant plus que l’indignation provoquée par les feuilles de l’occupation était venue s’ajouter au mauvais souvenir laissé par les journaux d’avant-guerre quant à l’indépendance et la véracité”.

Vous savez que ces ordonnances de 1944 cherchaient à dissiper l’obscurité qui avait entouré tant de manoeuvres louches, y compris le rachat du Temps dans les années 30, par un groupe proche du comité des Forges, événement emblématique.

D’où le désir d’installer la transparence, d’en finir avec les hommes de paille, d’obliger à ce qu’on connaisse à coup sûr le directeur de la publication, d’empêcher le cumul des journaux dans les mains d’un seul, de contraindre à la publication des comptes, toutes règles qui ont été observées un temps par la plupart, et longtemps par quelques-uns.

C’est dans cette ligne qu’il faut situer l’appui donné par le gouvernement provisoire du général de Gaulle à la naissance du Monde, en décembre 1944. Il ne faut pas oublier que Le Monde est né après la grande floraison des feuilles issues joyeusement de la Résistance, très nombreuses, très petites et pour la plupart très éphémères.

C’est pourquoi le général de Gaulle et son ministre de l’Information, Pierre-Henri Teitgen, ont voulu, fin 1944, faire renaître Le Temps, avec les moyens du Temps, avec un titre gothique qu’on s’était contenté de faire glisser de la dimension de la durée à la dimension de l’espace, et avec l’ambition, très explicite dans les papiers de l’époque, de recréer pour l’action de la France au-dehors un organe qui reprenne la tradition de porte-parole officieux du quai d’Orsay que Le Temps avait illustrée sous la Troisième République avant 1914 surtout, mais encore d’une certaine façon dans l’entre-deux guerres.

C’est le sens de la renaissance du journal en décembre 1944 à égale distance entre le libéralisme économique résistant incarné par Courtin, le gaullisme de la France Libre représenté par Christian Funck-Brentano, et la mouvance de la démocratie chrétienne, du MRP, que marquait la présence d’Hubert Beuve-Méry. Cette trinité n’a pas duré très longtemps, le premier consul s’est affirmé assez vite : c’est lui seul qui était là à temps plein au journal...

Il est curieux du reste de noter qu’à la fin de la crise de 1951 survenu entre le MRP et Beuve-

Méry, le général de Gaulle a finalement donné par l'intermédiaire de Funck-Brentano le coup de pouce qui a permis à Beuve-Méry de se maintenir. C'est intéressant quand on voit les relations ultérieures des deux hommes qui ne furent pas bonnes.

Quoiqu'il en soit c'est à cette époque du gouvernement provisoire qu'on peut faire remonter ce que le général de Gaulle a pu ressentir de déception par rapport à la presse écrite. Dans ses Mémoires de guerre, au tome III, Le Salut, il est extrêmement explicite. Voici notamment ce qu'il écrit à propos de l'affaire de Syrie qui oppose la France et l'Angleterre, parlant du ton pris par la presse française :

“J'avoue que dans cette crise, où j'avais la conviction qu'une attitude catégorique de notre opinion publique eût fait reculer les Anglais, je trouvais très décevants les commentaires de nos journaux. Ceux-ci, au lieu de témoigner de la résolution nationale, montraient surtout le souci d'amenuiser l'événement. Les articles qu'ils lui accordaient, réservés, en place médiocre, faisaient voir que, pour les feuilles françaises, la cause était entendue, c'est-à-dire perdue et qu'on avait hâte de s'occuper d'autre chose...”.

A partir de là, et la période du RPF n'a pas amélioré la situation, on a le sentiment que dans l'esprit du Général, à l'endroit de la presse écrite, la méfiance et parfois la colère et la franche hostilité sont installées pour toujours. Fréquemment on le voit broder sur les mêmes formules.

Je n'en prends qu'un exemple : à une conférence de presse de 1959, il a une expression très méprisante pour ceux qui, je le cite, ont “pleine liberté de suer le fiel et de cracher le vinaigre”.

Et puis, comme attristé de n'avoir pas été ternaire pour une fois, il remet la formule sur le métier et quelques temps plus tard la reprend en termes voisins, le 14 janvier 1963 :

“Il ne faut pas s'attendre, bien sûr, à ce que les professionnels de la nostalgie, du dénigrement, de l'aigreur, renoncent, tout au moins pour le moment, à suer le fiel, à cracher la bile et à lâcher le vinaigre”.

Il se trouve, ce sera ici mon seul propos personnel, qu'au cours de l'unique occasion qui m'ait été donnée de participer à une conversation privée avec le général de Gaulle, c'était à Colombey

le 30 décembre 1969 et il m'avait proposé d'accompagner mon père à Colombey, il se trouve qu'à un moment donné la conversation est venue sur les journalistes.

A partir d'une question que je lui avais posée sur la façon dont il travaillait alors pour ses Mémoires d'Espoir, sur la façon dont il concevait les portraits, il a expliqué que ces portraits il s'efforçait de "les prendre toujours par le haut" : "je dis comment je les ai vus, comment je les ai compris", et tout de suite, spontanément, il a ajouté :

"En somme je fais tout le contraire des journalistes ; eux, ce qui les intéresse, c'est de savoir que tel personnage porte son mouchoir à gauche et son porte-cigarette à droite".

Mme de Gaulle a renchéri à ce moment là : "... ou qu'on adore les tripes à la mode de Caen ou les pieds de cochon, même si c'est imaginaire". La conversation pendant un certain temps, a roulé sur ce sujet.

Et de Gaulle a repris "Les journalistes sont des gens qui sont au plus bas degré de toutes les activités de l'esprit, il faut toujours qu'ils démolissent...". Je n'ai jamais cité le détail de cette entrevue, mais relisant mes notes ces jours-ci j'ai été frappé par la congruence entre ce propos et ce que j'essaie d'éclairer.

"Les journalistes, ajoutait-il, il faut toujours qu'ils démolissent, il faut toujours qu'ils dépiautent à l'infini sans jamais rien de vraiment constructif".

Il a cité alors à titre d'exemples négatifs Raymond Aron, puis Le Monde, et expliqué qu'autrefois "il y avait des journalistes qui essayaient de construire quelque chose", qu'il y en avait encore parfois en Amérique, (il a nommé Walter Lippman et en Angleterre Harold King). Puis il est revenu en arrière "Du temps de ma jeunesse" (et ceci renvoie à mon propos antérieur), "il y avait des vrais journalistes, Maurras par exemple était un grand journaliste". Il a paru hésiter un instant, comme s'il avait craint en citant le seul Maurras de ratifier je ne sais quelle filiation et il s'est hâté d'ajouter "et puis aussi Jaurès était un grand journaliste".

J'ai demandé : "Clemenceau, Léon Blum ?"

-“Clemenceau, c’était plutôt un polémiste, Léon Blum, oui”...

Ensuite la conversation a dévié mais je rapporte cela pour montrer vraiment s’était vraiment installée dans son esprit cette absence profonde de considération à l’égard d’un métier et de ceux qui s’efforçaient de l’illustrer.

J’ai trouvé, s’il en était besoin, la confirmation de cela dans le témoignage qui sonne très juste, avec affection et un certain recul fervent, celui de Gilbert Pérol donnant dans un article d’Espoir ses souvenirs de chef du service de presse dans les années 60, à l’Elysée.

Il explique que les choses se sont sûrement aggravées du fait de cette méfiance du général de Gaulle. Souvent Gilbert Pérol apercevait clairement ce qu’il aurait fallu faire pour séduire tel ou tel journaliste. Le général de Gaulle savait très bien séduire tel interlocuteur lorsqu’il pensait nécessaire de le faire. Avec les journalistes, et Gilbert Pérol l’a admirativement regretté, ce n’était pas son comportement.

On retrouve la trace toute brûlante de ses reproches dans les Mémoires d’Espoir qui, à cet égard se placent exactement dans la ligne des Mémoires de guerre.

Rappelez-vous ce qu’il écrit à propos du “Cartel des non” en 1962:

“Celui-ci trouve dans la presse, pour dénoncer, « l’arbitraire » du général de Gaulle et les atteintes que le recours au référendum porterait à la Constitution, un concours souvent affiché, parfois feutré, mais dans l’ensemble déterminé.

Presque toutes les feuilles parisiennes et provinciales s’efforcent d’amener l’opinion et les électeurs à refuser mon projet. Elles le font, soit en prenant ouvertement parti pour le non, soit en publiant en exergue les avis des porte-parole des groupes politiques et des syndicats opposants, soit en ne faisant état que de la consultation de juristes politiquement engagés et figés dans la notion du régime parlementaire tel qu’il était quand ils faisaient leur Droit, soit en redoublant, vis-à-vis de ma personne, les désobligeantes appréciations, anecdotes et caricatures.

A cette attitude de la presse, je suis devenu à la longue assez insensible. Je reconnais d'ailleurs que, compte tenu des clientèles frondeuses, méfiantes et revendicatrices de notre époque, la critique du pouvoir semble a priori plus commode et rémunératrice aux éditeurs et aux rédacteurs que le soutien d'une rude et ambitieuse entreprise nationale. Je reconnais que ceux dont c'est le métier de traiter de "l'actualité" ont des raisons d'intérêt personnel de regretter le régime d'hier qui, beaucoup plus que celui d'à présent, leur procurait des contacts, des avances et des influences".

On trouve cette méconnaissance mutuelle ramassée au mieux dans un texte pittoresque que nous devons à Hubert Beuve-Méry en préface au recueil de ses articles intitulé : Onze ans de règne et où il raconte son unique entrevue de directeur du Monde avec le général de Gaulle, alors président du Conseil. Nous sommes le 18 septembre 1958. De Gaulle ouvre l'entrevue de la façon suivante :

– "Ah Le Monde! Je vois le talent, le succès, le tirage. On le lit, je le lis et je m'amuse beaucoup. Vous en savez des choses! C'est très divertissant, les journaux".

Nous connaissons assez Le Monde et Hubert Beuve-Méry pour penser que ces propos d'entrée de jeu ne constituaient pas la meilleure *captatio benevolentiae* possible.

Evidemment, Beuve-Méry se crêta.

– "Mon Général, ce n'est pas tout à fait le but que nous poursuivons en faisant ce journal avec les difficultés que vous savez, mais après tout les rois de France avaient leurs bouffons qui parfois rendaient service tout en les amusant".

– De Gaulle : "Je n'ai pas dit cela. Quand vous avez pris un chemin différent (allusion au second référendum de 1946 sur la Constitution), j'ai su que vous n'étiez pas des miens ; peut-être d'ailleurs n'en avez-vous jamais été".

– Beuve-Méry : "En effet mon Général, du moins sous cette forme. Cependant si un jour Le Monde cessait de vous amuser, si vous le considérez comme un obstacle à la politique que vous estimez indispensable pour le salut du pays, il vous suffirait de me le dire, ou plutôt de me

l'écrire, je devrais en tirer les conséquences”.

– De Gaulle : – “Vous dites cela mais vous savez bien que je suis pour la liberté de la presse”.

– Beuve-Méry : – “Sans doute, et c’est grâce à vous que l’on doit de pouvoir lire Le Monde aujourd’hui en Algérie. Mais à l’origine du journal il y a une expropriation pour raison d’Etat. Je ne me suis jamais considéré que comme le libre gestionnaire d’une sorte de service d’intérêt public (allusion à l’expropriation du Temps pour créer Le Monde en décembre 44). Je repète, une lettre de vous...”

– De Gaulle : – “Eh bien cela vous honore. N’empêche que sans moi, M. Beuve-Méry, aujourd’hui, vous seriez pendu !”

A vrai dire Le Monde a été moins obstinément hostile au général de Gaulle que celui-ci ne l’a marqué et surtout que l’Amiral ne l’a signifié, si c’est lui, dans une note des Lettres et Carnets qui parle d’une “opposition constante” au Général. Ce n’est pas exact, notamment, au moment décisif du référendum de 1958.

Il est patent au surplus que ce dialogue entre Sirius et de Gaulle s’est toujours placé à un niveau de qualité. Au fond on peut se demander pour ce qui est des rapports entre le général de Gaulle et les journaux si au delà des irritations, il n’y a pas quelque chose comme une incompatibilité obligée entre la presse et la façon même de réfléchir du général de Gaulle, puissamment marqué par l’histoire, avec cette capacité qu’il possédait à un haut degré de replacer toujours l’événement inattendu (et même quand il en avait été lui-même surpris) dans la continuité de la longue durée.

Alors que par nature la presse quotidienne est vouée, ne serait-ce que pour répondre au désir de ses lecteurs, à mettre en valeur et en lumière l’inattendu, le surprenant, l’émouvant et parfois l’anecdotique.

## II. L'audiovisuel : Une séduction paradoxale

Lorsque j'étais à la tête de Radio France et que j'avais à gérer la vie quotidienne de la "Maison ronde", j'ai souvent relu l'allocution que le président de la République y avait prononcée pour l'inaugurer, le 14 décembre 1963. "Après la parole, le dessin, la scène, l'écriture, l'imprimerie, la photo, le cinéma, voici qu'à son tour la Radio s'est saisie du contact direct avec les intelligences, les sensibilités, les volontés.

Par tout ce qu'elle projette de vivant et d'émouvant, par la façon qui est la sienne, péremptoire et immédiate, elle est le moyen d'information adapté par excellence à notre époque mécanisée, agglomérée et précipitée". Une façon "péremptoire et immédiate"... on est loin apparemment de la pente spontanée que la formation culturelle du général de Gaulle lui avait donnée. Et en somme il a fallu beaucoup plus de chemin pour qu'il rejoigne et la radio et la télévision que ce n'aurait dû être le cas pour la presse écrite. Mais ce chemin, il l'a parcouru.

A propos des noces du général de Gaulle et du micro, on peut se référer à un livre que j'avais pu faire organiser par la Communauté des radios publiques de langue française, (CRPLF) voici deux ans, sous la responsabilité de Hélène Eck, qui s'appelle La Guerre des ondes, et est consacré au rôle politique de la radio en France, en Belgique, en Suisse et au Québec pendant la guerre : on y trouve rassemblées beaucoup d'informations utiles.

Très vite, dès la mi-juillet 1940, le contrat a été clair entre la BBC et les Français. Dès ce moment-là on eut chaque soir, à une très bonne heure d'écoute, 10 minutes de nouvelles en français préparées par des journalistes anglais mais lues par des "speakers" français, puis 5 minutes de la France Libre : ce sont les minutes qui sont précédées par le fameux appel "Honneur Patrie" et ensuite, "les Français parlent aux Français", (le titre date de septembre 1940) une demi-heure avec beaucoup plus d'autonomie par rapport à Carlton Gardens.

Les 5 minutes centrales ont été le plus souvent confiées à Maurice Schumann, à partir du 17 juillet 1940 : c'est à cette date que de Gaulle confia à ce jeune journaliste anti-munichois de l'agence Havas la tâche qu'il illustra si brillamment pendant toute la guerre.

Maurice Schumann a parlé plus de mille fois à la BBC, ne laissant qu'une ou deux fois par semaine le micro à des responsables, par exemple René Cassin (qui a parlé cent cinquante fois dans ce cadre) Pierre Brossolette ou Pierre-Olivier Lapie, deux journalistes de tendance

socialiste : Pierre Brossolette avait été lui-même, au début de 1939, renvoyé de la radio d'Etat pour insolences supposées à l'égard du gouvernement Daladier.

A la fin, il naquit une sorte de dialogue dramatique entre Maurice Schumann et Philippe Henriot qui mit pour la défense de la collaboration le grand talent délétère que l'on sait. La portée du meurtre de Philippe Henriot prend ainsi toute sa dimension.

Il ne s'agit pas seulement de venger Georges Mandel assassiné : c'est vraiment une façon de faire taire sa voix à la radio. En face la radio a joué pour la France Libre, et pour le général de Gaulle au premier chef, une fonction essentielle.

Après Hélène Eck et Jean-Louis Crémieux-Brilhac je relève que la radio a eu un rôle important dans la fédération de la Résistance, tout en lui rendant les services que l'on sait pour porter les fameux messages cryptés, pour lancer des campagnes symboliques comme la fameuse campagne des V, ou pour proposer le 1er janvier 1941 le vide dans les rues de 15 heures à 16 heures.

Elle eut une influence plus large encore. L'obligation de parler tous les jours 5 minutes a contraint la France Libre à s'inventer elle-même, à réagir à chaud à tous les événements et à se définir ainsi de jour en jour.

Les historiens disposent maintenant d'une bonne quantité de rapports des préfets de Vichy et l'on voit comment, progressivement, ils dénoncent avec une affliction croissante l'effet de la radio de Londres qui à la fin devient écrasant. Charles Rist, dans son Journal de guerre, raconte comment sa femme un beau jour saisit une conversation dans le tramway de Versailles entre deux ouvriers.

L'un dit à l'autre : "C'est terrible, je ne peux plus entendre la radio de Londres", et l'autre, lui murmure "Cherche donc sur les ondes moyennes" en lui donnant la fréquence ; "c'est là que vous entendrez le général de Gaulle".

Voilà pour la radio, et de ce côté-là, il y a un grand trou à l'époque de la IVe République puisque le Général n'a pas pu accéder pendant toute cette période aux ondes officielles. Il y a ensuite le

retour, l'adaptation à la télévision, le propos à Pierre Sudreau rapporté par Tournoux dans La tragédie du Général: "Pendant la guerre j'ai gagné avec le micro, maintenant je gagne avec la radio-télévision".

On a souvent observé, de Gaulle lui-même l'a fait, un parallèle entre l'installation et l'enracinement de la Ve République et d'autre part l'essor de la télévision elle-même dans les années 60. C'est une donnée, c'était assurément pour de Gaulle un atout. Restait à l'exploiter :

"Or, voici, écrit-il dans les Mémoires d'Espoir, que la combinaison du micro et de l'écran s'offre à moi au moment même où l'innovation commence son foudroyant développement. Pour être présent partout, c'est là soudain un moyen sans égal (...) Le soir le spectacle paraît sur la scène universelle... Par le son et par l'image, je suis proche de la nation".

Qu'il ait mis quelque temps à s'adapter à la télévision pour atteindre son style inimitable, c'est bien clair mais ce temps a été bref. On le constate chaque fois que l'on nous offre une rétrospective en forme de montage de ses différents apparitions.

Il s'agit, dit-il lui-même dans ses Mémoires d'Espoir, de paraître "assez animé et spontané pour saisir et retenir l'attention, sans se commettre en gestes excessifs et en mimiques déplacées". L'atout, c'est évidemment l'habitude qu'il avait prise dès sa jeunesse d'apprendre par coeur ses propres textes.

Il écrit dans ses Mémoires de guerre:

"Souvent j'écris d'avance le texte et le prononce ensuite sans le lire. Souci de précision et amour-propre d'orateur lourd de sujétions aussi car si ma mémoire me sert bien, je n'ai pas la plume facile".

On pense aux interventions directes devant la caméra, certains morceaux étant restés dans toutes les mémoires comme les fameux "hélas ! hélas ! hélas !" du 24 avril 1961. Et à côté de cela il y a les conférences de presse qui, en réalité, touchent directement les Français par delà les journalistes assemblés. Et puis, il y a, en 1965, sous le coup de la déception du premier tour, les fameuses conversations avec Michel Droit, par qui s'ouvre alors une troisième catégorie d'interventions.

Il faudrait faire longuement l'analyse des procédés et des signes (voyez le jour, au moment de l'affaire des barricades en janvier 1960, où de Gaulle apparaît en uniforme, "Si j'ai revêtu l'uniforme pour parler aujourd'hui à la Télévision, c'est afin de marquer que je le fais comme étant le général de Gaulle aussi bien que le chef de l'Etat" ...)

Le vocabulaire, les mimiques, les gestes, tout cela. a été longuement étudié, on a dénombré les substantifs, les adjectifs... Je n'y insiste pas davantage. Seulement quand on revoit ces extraits à la télévision aujourd'hui, ce qui frappe est le mélange d'étrangeté et d'évidence.

Cela paraît très loin, pas seulement pour des raisons techniques, cela paraît inimitable par un autre et en même temps cela paraît libre des ravages du temps. Beaucoup des interventions de l'époque revues après coup prêtent souvent à rire, contre les orateurs. Au contraire le plus souvent le rire créé par le général de Gaulle est aujourd'hui encore au service de lui-même et de son propos ; ce n'est pas un rire de dérision.

Très délibérément de Gaulle a conçu les ondes de la radio et de la télévision (on le savait mais la publication de ses Lettres et Carnets a apporté à cet égard des confirmations éclatantes) comme étant les ondes du gouvernement, de l'Etat, du général de Gaulle. On connaît le mot prêté à André Malraux, mot qui a été contesté, mais qui reflétait bien l'état d'esprit de beaucoup de gaullistes à l'époque : "Ils" ont toute la presse, il est normal que nous ayons la radio et la télévision".

Les gouvernements presque toujours, il faut bien le reconnaître, sont plus sensibles aux critiques qu'aux approbations qui leur paraissent évidentes et généralement inférieures à ce qu'ils seraient désireux d'entendre. Et bien sûr les gaullistes revenus au pouvoir ont pu tirer des arguments du fait que le général de Gaulle avait été entièrement exilé, comme je l'ai dit, de la radio sous la IVe République.

C'est dès le mois d'avril 1947 que le gouvernement de Paul Ramadier décide qu'on ne donnera plus accès en direct au général de Gaulle à la RDF. La seule fois où il parla fut le 8 juin 1951 dans le cadre des élections législatives, au titre de président du RPF. Dans le Journal de Vincent Auriol, ce document passionnant et inépuisable pour l'histoire de l'époque que nous devons à Pierre Nora, on lit le 8 août 1949, je la cite en forme de contrepoint, cette observation que je trouve digne d'intérêt. Le président de la République écoute ce jour-là à la radio le compte rendu d'un discours qu'il vient de faire sur l'Europe et il réagit :

“La partie essentielle est massacrée. C’est l’oeuvre d’un imbécile, d’un paresseux ou d’un saboteur. J’ai fait téléphoner immédiatement à Kosciusko (son directeur du cabinet) pour lui demander de convoquer Mitterrand (il était à l’époque ministre de l’Information) ou Porche, directeur de la RDF, où même les deux, leur dire et les prier de dire aux apprentis journalistes sans talent et sans foi ou aux néo-anarchistes du journal parlé que les messages et discours du chef de l’Etat doivent avoir la priorité absolue sur tout autre communication et être intégralement donnés. Je n’accepte pas le résumé, c’est du sabotage. Ce document était d’une extrême importance. Il fallait le donner intégralement et même demander aux ministres de le commenter. J’attends la réponse”.

Voilà pour la IVe. Il est clair qu’ensuite, dans les années 60, la réaction a joué à fond dans l’autre sens. Quand on regarde cette période de la télévision on constate, même si parfois le souvenir embellit un peu, que les programmes avaient de l’ambition, de la tenue, et ont été parfois éblouissants, (je cite en passant symboliquement le nom d’Albert Ollivier), mais en revanche on vérifie que du côté de l’information le gouvernement a une conception très rigide de son emprise sur ce média.

Témoin : le choc que l’on éprouve lorsqu’on revoit M. Alain Peyrefitte, ministre de l’Information de l’époque, interviewé sur la façon dont il a décidé lui-même dans son bureau de réformer le journal télévisé. Pierre de Boisdeffre, qui fut mon prédécesseur à la radio, a donné dans un texte, sur son expérience, un témoignage intéressant. Appelé par Alain Peyrefitte à la direction de la radio, il écrit : “Vous réglez jeune, me dit Pierre Henri Simon. Ce n’était pas exact, je n’avais fait que changer de maître. (Pierre de Boisdeffre n’est pas suspect d’anti-gaullisme forcené...)”.

En ces temps très anciens la direction de la radio, la naissante télévision étaient totalement entre les mains du pouvoir. Le ministre de l’Information, comme il l’a raconté lui-même, avait sur son bureau des sonnettes qui lui permettaient d’appeler les directeurs. Le véritable directeur général de RTF, c’était lui. Passer dans son bureau ou dans celui de son directeur de Cabinet, c’était se préparer à recevoir des consignes”. Pour être juste il faut dire que Pierre de Boisdeffre ajoute : “Mais c’est avec Peyrefitte que justement tout cela a commencé à changer”. Seulement comme il n’avait pas eu d’expérience avec ses prédécesseurs cette précaution d’amitié perd un peu de sa force.

Les Lettres, Notes et Carnets de la période n’ont pas échappé à votre attention et certains textes sont vraiment très frappants. Voici par exemple ce que de Gaulle écrit et qui concerne les

programmes :

“Note pour M. Peyrefitte du général de Gaulle, 2 février 1963.

Je ne puis comprendre comment et pourquoi la RTF a donné hier soir le spectacle vraiment odieux d’une opération sans anesthésie. C’est une vile réclame, tant pour les gens de “Cinq colonnes à la une” pour qui rien ne vaut que l’horreur et le sang, que pour tels médecins “m’as-tu-vu ?” et que pour une certaine équipe effrénée de la télévision elle-même. Plus que jamais, il apparaît que la RTF, placée sous la tutelle directe de l’Etat et payée par lui, est une espèce de fief livré aux “lobbies” et incontrôlé.”

L’expression “placée sous la tutelle directe de l’Etat et payée par lui” est remarquable et paraît dire très clairement quelle conception était celle du Général : c’est l’Etat, c’est le gouvernement en somme, qui paie et qui donc a droit d’en avoir la maîtrise. (Nous, nous dirions “la nation”, ce qui change tout).

D’où la quasi-interdiction de tous les opposants à la télévision entre 1958 et 1965 et le choc, qui n’a pas servi le général de Gaulle, avant les élections de décembre, choc créé par l’arrivée à l’écran d’un certain nombre de ses opposants.

Il écrit à un autre moment, toujours à M. Alain Peyrefitte, le 20 juillet 1962:

“Il est inacceptable de hisser sur le pavois de notre télévision le nommé Schoenbrun qui est l’insolence américaine cajolée à Paris par ce qui reste de la IVe”.

Il s’agit, comme vous le voyez, d’une emprise directe. Les témoignages sont nombreux : les “conducteurs” des journaux télévisés, comme on dit, étaient pendant très longtemps soumis au “nihil obstat” du cabinet du ministre de l’Information.

Il y a dans toute cette histoire et en particulier dans ce dernier chapitre un mélange de désuétude et de modernité. Cette impérieuse domination telle que définie à l’instant paraît avoir pris, heureusement un rude coup de vieux.

Naturellement il est difficile, même si on a le détachement de l'historien, de ne pas mêler un peu à ce rappel les préoccupations du citoyen qui juge que ce type de relations n'est pas digne d'une démocratie moderne... Il était vraiment indispensable d'introduire un sas entre le gouvernement et le secteur public de l'audiovisuel.

Au fond ce qui, dans un deuxième temps de la réflexion, permet à la modernité de cette période et du général de Gaulle de se révéler avec éclat, par delà cette désuétude qui frappe d'abord, c'est qu'au fond l'importance qu'il a attribuée à la radio puis à la télévision, la maîtrise qu'il a eu de l'instrument, le respect que par son comportement dans ces médias il a montré à l'égard des Français, prouvent qu'il faisait finalement confiance profondément à la liberté qu'ont ceux-ci de juger par eux-mêmes.

Je me dis, pour finir sur une note plus positive, que par là-même il contribuait implicitement à aider ceux qui pensent que tenir en main les journalistes de la radio et de la télévision du secteur public, ce n'est pas seulement moralement et démocratiquement discutable, c'est en plus politiquement inutile, puisque cela ne change pas les comportements électoraux.